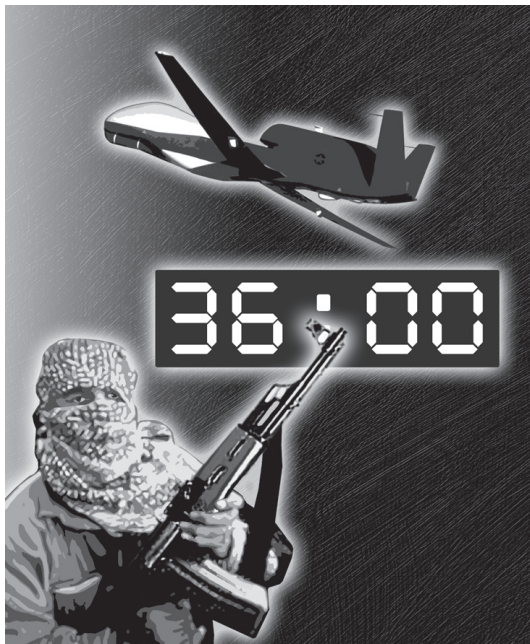


# Repenser l'approche du commandant de la composante aérienne de la force multinationale en matière de renseignement, surveillance et reconnaissance à vocation contre-insurrectionnelle

PAR LE LIEUTENANT COLONEL MICHAEL L. DOWNS, USAF

**D**ans le cadre des contre-insurrections (*Counterinsurgencies – COIN*) menées en Irak et en Afghanistan, les commandants de brigades, de bataillons, de compagnies, et des forces spéciales conduisent tous, dans leurs zones d'opération respectives (*Areas of Operation – AO*), des missions quotidiennes visant à sécuriser les environs et à rechercher des insurgés.



Comme le remarquait le général de corps d'armée Thomas Metz, ancien commandant du Corps multinationnel en Irak, « Que ce soit au niveau d'une petite unité ou du théâtre, le renseignement fournit la base de chaque mission ». <sup>1</sup> Ces missions vont du ratissage à l'action directe, mais toutes requièrent d'être soutenues par un renseignement, une surveillance et une reconnaissance (*Intelligence, Surveillance, and Reconnaissance – ISR*) de grande qualité pour aider au développement de l'objectif, à la planification, et à l'exécution de la mission. Le fait d'accroître la quantité d'ISR disponible pour conduire une opération augmente la probabilité de succès de la mission. La planification de la mission par les unités contre-insurrectionnelles repose largement sur le renseignement qui aide à répondre à certaines questions : Où se trouve l'ennemi ? Quelles sont ses intentions ? Où a-t-il l'intention d'agir ? Où pourrait-il y avoir des engins explosifs improvisés (*Improvised Explosive Devices – IED*) ? De plus, le renseignement apporté aux unités au cours de l'exécution les aide à identifier les routes d'infiltration et les éventuels lieux d'embuscade, apporte aux commandants une visualisation supplémentaire d'un objectif avant qu'il soit attaqué, et permet aux décideurs de suivre les réponses ennemies face aux actions amies. <sup>2</sup>

Même si la plupart de ces données proviennent du renseignement humain (*Human Intel-*

*ligence* – HUMINT), les informations provenant de l'imagerie et des signaux collectés par les actifs ISR, tels que les drones ou les avions de reconnaissance U-2, viennent souvent compléter les informations glanées par les opérations HUMINT, fournissant aux commandants une perspective de renseignement multidimensionnelle de l'ennemi et de la zone d'objectif. Le commandant Dan Zeytoonian et d'autres écrivent que « en matière de COIN, les opérations de renseignement s'efforcent de fusionner le renseignement issu de sources de collecte non organiques [sources multiples] en une image homogène des réseaux insurrectionnels, et d'apporter un renseignement *corroboratif* pour le ciblage » (emphasis ajoutée).<sup>3</sup> L'élément opérationnel chargé de fournir la plupart de l'ISR destiné à soutenir les opérations de COIN en Irak et en Afghanistan est le commandant de la composante aérienne de la force multinationale (*Combined Force Air Component Commander* – CFACC).<sup>4</sup> Le CFACC fournit, chaque mois, des milliers d'heures de soutien ISR aux groupements interarmées (*Joint Task Forces* – JTF) et à d'autres commandants de composantes dans la zone de responsabilité du Commandement central américain (*US Central Command* – USCENTCOM), mais le bénéfice net de ces missions, bien qu'utiles, est largement inférieur à ce qu'il pourrait être. Précisément, selon les termes du colonel Teresa Fitzpatrick, commandant du 548<sup>e</sup> Groupe de renseignement, « En matière d'ISR aéroporté, nous [le CFACC] n'avons des [tactiques, techniques et procédures] que pour : [la guerre majeure de théâtre] ». <sup>5</sup> *Si la composante aérienne se plaçait dans une position plus appropriée aux opérations de COIN, l'ISR qu'elle fournit aux commandants terrestres s'avèrerait plus utile pour aider les unités de manœuvre à accomplir leurs missions.* Pour comprendre la cause et l'importance des lacunes qui sont à l'origine de l'inefficacité de l'ISR fourni par le CFACC dans le cadre des opérations de COIN, nous devons apprécier le contexte historique du concept même du CFACC, la nature des opérations de COIN conduites en Irak et en Afghanistan, et la façon dont l'ISR nécessaire à ces opérations diffère de celui nécessaire aux opérations

conventionnelles. Ce point de départ permet de comprendre de quelle façon le CFACC conduit actuellement les opérations ISR pour soutenir les efforts contre-insurrectionnels en Afghanistan et en Irak, et de quelle façon nous pourrions revoir ces opérations pour accroître leur efficacité. Même si les opérations de COIN sont extrêmement complexes et impliquent d'importants efforts diplomatiques, gouvernementaux, informationnels, sécuritaires et psychologiques, cet article se concentre largement sur le soutien ISR aux opérations de sécurité menées dans l'environnement contre-insurrectionnel.

## Contexte historique

A l'époque post-Vietnam, l'*U.S. Air Force* dédia un effort conséquent au développement de sa capacité à combattre au niveau opérationnel de la guerre à travers le CFACC et les concepts concomitants du Centre des opérations aériennes et spatiales (*AOC*).<sup>6</sup> Au début des années 1990, les principes du CFACC furent développés sur la base des menaces des guerres conventionnelles au Moyen-Orient et en Asie. Alors que « l'information » devenait un important moyen de guerre et que les armes devenaient de plus en plus dépendantes de la technologie, reposant sur des informations précises pour les guider, l'*U.S. Air Force* accorda beaucoup d'importance à la mise en œuvre d'une robuste flotte d'actifs ISR susceptibles de localiser les équipements qui pourraient être en possession de nos adversaires conventionnels.<sup>7</sup> Depuis les installations fixes de commandement et contrôle (*Command and Control* – C2) de l'ennemi jusqu'aux missiles sol-air mobiles, chars, et avions de combat, le concept du CFACC évolua à un tel point que l'*AOC* pouvait assurer le C2 d'une constellation d'actifs ISR capables de détecter les menaces ennemies, tout en dirigeant des avions d'attaque pour les détruire, jour ou nuit, et par n'importe quelles conditions météorologiques. « La nature rigide de ces opérations [conventionnelles] permettait à nos systèmes [ISR] et à notre personnel de renseignement d'appli-

quer des modèles aux éventuelles actions [ennemies] », et de placer nos systèmes de collecte au-dessus de points optimaux sur le champ de bataille afin de détecter l'activité ennemie prévue.<sup>8</sup>

Pour assurer le C2 de cette force létale, les processus de l'AOC se développèrent progressivement en un cycle d'ordre de mission aérienne (*Air Tasking Order* – ATO) de 96 heures minutieusement pensé, comprenant des réunions, des processus, des check-lists, et des résultats – tous codifiés dans la doctrine inter-armées et couramment utilisés sur chaque théâtre.<sup>9</sup> Non seulement nous avons créé ces processus en nous basant sur une hypothèse de guerre conventionnelle, mais nous les avons également fondés sur l'idée que nous dirigerions les opérations amies depuis le niveau opérationnel. Ce niveau de focalisation nécessitait essentiellement que le CFACC ait une vision d'ensemble du schéma de manœuvre terrestre. Par exemple, le commandant de la composante terrestre de la force multinationale (*Combined Force Land Component Commander* – CFLCC) développait des plans de bataille qui utilisaient de nombreuses forces terrestres, comme des corps et des divisions, attaquant des unités ennemies en nombre similaire. Le schéma de manœuvre de ces opérations terrestres pouvait être représenté visuellement sur une carte par de larges flèches indiquant les axes de progression amis. Pour planifier et conduire ces opérations, le CFLCC demandait à ce que le CFACC le soutienne à travers des missions d'ISR, d'interdiction, d'appui aérien rapproché (*Close Air Support* – CAS), et tout un éventail d'autres missions de soutien. Pour planifier un ATO, l'AOC devait comprendre ce que la composante terrestre espérait accomplir dans l'intervalle de temps d'un ATO, mais n'avait pas besoin d'informations détaillées concernant les opérations menées aux échelons inférieurs.

Outre sa focalisation sur la guerre conventionnelle et le niveau opérationnel, le cycle de l'ATO était basé sur un processus hiérarchique de demande qui impliquait de longs délais de traitement pour incorporer les demandes dans l'ATO. Par essence, si une

division, une brigade, ou même un bataillon souhaitait que sa demande d'ISR ou de CAS auprès du CFACC soit approuvée par les quartiers généraux supérieurs, il/elle devait s'y prendre 72-96 heures à l'avance, typiquement en fonction de la modélisation des mouvements amis et ennemis. Le CFLCC réunissait les demandes de soutien aérien validées et les envoyait au CFACC pour qu'elles soient intégrées dans le processus de l'ATO. La liste consolidée du CFLCC entraînait alors en concurrence avec les demandes des JTF et des autres composantes pour être intégrée dans l'ATO.<sup>10</sup> Finalement, le rythme de bataille de 96 heures d'un ATO fonctionnait bien dans un cadre conventionnel puisque les fronts de bataille, les rythmes des progressions, et les actions ennemies étaient relativement prévisibles. L'unité terrestre pouvait prévoir, avec un degré de certitude acceptable, les besoins logiques en ISR, et autres soutiens, apportés par le CFACC.

Même si cette approche opérationnelle du C2 de la guerre aérienne, développée après le Vietnam et perfectionnée à temps pour l'opération *Iraqi Freedom*, s'est avérée être une réussite, elle avait été conçue pour combattre dans le cadre de guerres conventionnelles. Malheureusement, en ce qui concerne l'ISR, dans l'ensemble, nous appliquons aujourd'hui ces mêmes processus conventionnels de l'AOC aux efforts de COIN en Irak et en Afghanistan, ce qui entraîne une utilisation inefficace de l'ISR fourni par le CFACC.

## Les opérations de contre-insurrection en Afghanistan et en Irak

Comprendre la façon dont le CFACC peut apporter un soutien ISR plus efficace aux opérations de COIN requiert une compréhension approfondie des types de missions conduites par les forces au cours des opérations *Enduring Freedom* et *Iraqi Freedom*, et de la manière dont ces forces opèrent. Les opérations de COIN menées en Irak et en Afghanistan ont de nombreuses caractéristiques, mais nous pouvons les décrire comme étant extrê-

mement complexes, imprévisibles, et dynamiqués – généralement différenciées des opérations conventionnelles par la nature de l'ennemi.<sup>11</sup> Contrairement à un adversaire conventionnel avec toutes les caractéristiques d'une armée moderne, en Irak et en Afghanistan, les insurgés portent souvent des vêtements civils, n'utilisent pas d'équipements militaires traditionnels, et conduisent une variété d'actions irrégulières sous la forme de petites unités. Ils n'opèrent pas depuis des bases traditionnelles ou en grandes formations et, comme de nombreuses forces insurgées, ils s'intègrent à la population pour se protéger. La détection de cet ennemi avec des actifs ISR diffère donc considérablement de la recherche de systèmes d'armes conventionnels.

En Irak et en Afghanistan, les insurgés conduisent une variété de missions destinées à perturber les opérations de coalition. Ils engagent rarement les forces de coalition dans ce qui pourrait ressembler à des batailles rangées, à la place ils utilisent les attentats suicides, les attaques de tireurs isolés, les embuscades, et les IED contre des cibles militaires et civiles pour infliger des dommages et créer l'instabilité.<sup>12</sup> Les insurgés sabotent également des infrastructures clés, comme les oléoducs et les lignes électriques, et font du trafic de contrebande en Irak et en Afghanistan à partir de pays tels que le Pakistan, l'Iran et la Syrie. Les problèmes que rencontre l'ISR avec la détection de ces types d'activités sont très différents de ceux rencontrés dans le cadre de la guerre conventionnelle.

La complexification de la tâche consistant à combattre les insurgés en Irak prouve bien qu'ils n'ont rien d'un ennemi unifié. Les forces de coalition sont plutôt confrontées à une violence multiple et variée, provenant de dizaines de groupes insurgés utilisant tous des techniques de combat différentes. A ce titre, deux groupes ennemis peuvent utiliser la même méthode, mais d'une façon différente, contre des forces amies (par ex. l'utilisation d'IED). Par conséquent, dans leurs zones d'opération respectives, les brigades et bataillons doivent devenir étroitement familiers avec l'ennemi, et développer une stratégie pour défaire ce dernier. Eliot Cohen écrit

que la « nature mosaïque d'une insurrection implique que les commandants locaux aient la meilleure compréhension possible de leurs propres situations » et, à ce titre, ils doivent déterminer la meilleure façon possible de les gérer.<sup>13</sup>

Il est essentiel de comprendre qui est à l'origine des demandes d'ISR et quel est le commandement réellement soutenu, sinon le CFACC ne peut pas parfaitement optimiser le C2 de l'ISR pour soutenir les opérations de COIN. Finalement, dans le combat contre-insurrectionnel, la priorité pour le soutien ISR fourni par le CFACC – contrairement à celle d'une guerre conventionnelle – ne se situe pas au niveau du commandement combattant, de la JTF, du CFACC, ou même du CFLCC, mais au niveau des unités de la taille d'une compagnie, d'un bataillon et d'une brigade.

### Quels sont les besoins en matière de renseignement, surveillance, et reconnaissance des commandants en charge de la contre-insurrection ?

Dans le cadre de *Enduring Freedom* et de *Iraqi Freedom*, pour contrer les menaces insurrectionnelles, les forces de coalition conduisent toute une variété de missions. Elles peuvent mener des missions de ratissage dans un village en particulier ou une zone citadine, à la recherche de caches d'armes, d'insurgés, ou de cachettes d'insurgés. Avant une mission, elles peuvent demander de l'ISR pour surveiller une zone d'objectif et localiser les points d'embuscade de l'ennemi ou déterminer les modèles d'activité des insurgés. L'ISR peut également prendre en charge la surveillance d'un convoi qui se dirige dans un village à la recherche d'IED, d'embuscades ou de toute autre activité suspecte. De plus, les actifs ISR peuvent apporter aux commandants la perception situationnelle nécessaire pour se défendre contre des opérations ennemies ou des réactions à des missions amies ; ils peuvent notamment détecter des actions de sortie, renforcer des mouvements, ou localiser la position de tireurs isolés.<sup>19</sup> Ces actifs peuvent également surveiller les infrastructures

critiques pour éviter les sabotages, ou les passages de frontières pour éviter les activités illicites comme le transfert d'armes ou de drogues.

Nous chargeons les plateformes ISR d'imaginer un point sur la terre pour deux raisons essentielles, dont l'une implique la détection de l'activité ennemie. Lorsqu'une unité terrestre demande à ce qu'une plateforme ISR image un objectif, elle ne se contente pas de choisir un point en Afghanistan ou en Irak et d'espérer qu'un drone y trouvera une activité ennemie – ce qui reviendrait à chercher des insurgés en regardant à travers une paille. Au lieu de cela, l'émetteur de la demande accroît la probabilité de détection en utilisant l'ISR pour confirmer une activité identifiée par d'autres sources de renseignement.<sup>20</sup> Par exemple, une unité terrestre pourrait recevoir une information HUMINT indiquant la présence de l'ennemi à un endroit précis. Pour confirmer cette information, un bataillon peut demander au CFACC de fournir un soutien ISR pour localiser cette activité. A l'AOC, les responsables de la collecte utilisent ensuite l'information HUMINT initiale pour transmettre leurs ordres aux capteurs de renseignement, signaux et imagerie, installés à cet effet sur les plateformes ISR. Les demandes des unités terrestres pourraient inclure n'importe quoi, depuis la localisation d'un IED, jusqu'à la confirmation de la présence de cibles de grande valeur, en passant par la surveillance des points de passage des insurgés à la frontière.

Après la détection de l'ennemi, le second objectif de l'ISR consiste à faciliter l'action menée contre ce dernier. Le renseignement obtenu grâce aux missions HUMINT ou ISR peut aboutir à la planification et à la conduite d'opérations amies contre des objectifs. Le général Metz écrit que « bien souvent, le renseignement constitue la base de la plupart des opérations menées aux niveaux du bataillon et de la brigade ».<sup>21</sup> Certes, dans le cadre de *Enduring Freedom* et de *Iraqi Freedom*, la majeure partie de ce renseignement décisionnel provient au départ de sources HUMINT. Cependant, nous utilisons ensuite ces informations initiales pour guider d'autres actifs ISR (renseignement provenant des signaux et de

l'imagerie) pour affiner encore le tableau du renseignement. Ainsi, la planification de l'unité terrestre pour l'opération à venir requiert des données de ciblage et de planification supplémentaires pour la conduite de la mission. Les analystes en renseignement et l'unité terrestre demandent un soutien ISR de la part du CFACC et fusionnent ce renseignement avec leur HUMINT pour « obtenir la meilleure compréhension possible du réseau de l'insurgé » et se préparer pour l'opération à venir.<sup>22</sup> Ainsi, le renseignement joue un rôle clé à la fois dans le déclenchement d'opérations amies et ensuite dans le soutien de leur planification et de leur exécution.

Le paradigme traditionnel de la collecte du renseignement au cours des opérations conventionnelles est inversement lié à l'approche de la collecte nécessaire au cours des opérations de COIN. Alors que dans le cadre des guerres conventionnelles, les besoins du commandant situé au niveau opérationnel sont à l'origine de la collecte, le général Metz écrit que « en Irak, l'effort de renseignement est un processus “bottom-up” (ascendant) ».<sup>23</sup> Le vice-amiral Lowell Jacoby, ancien directeur de l'Agence de renseignement de la défense, développe ce changement de paradigme en émettant la remarque suivante :

Il y a un point qui est excessivement important. Nous avons grandi dans un monde où l'échelon qui se situait au-dessus du nôtre avait toujours de meilleures informations que nous, et nous les faisait redescendre. Nous devons réfléchir de quelle façon nous pouvons faire remonter les informations. Aujourd'hui, la section ou la compagnie qui est sur le terrain en Afghanistan et qui patrouille régulièrement sur la même zone, pour un déploiement complet, a une bien meilleure idée de ce qui se passe dans ce secteur que quelqu'un qui est plus éloigné.<sup>24</sup>

L'idée de l'amiral Jacoby est claire – des opérations de renseignement réussies nécessitent une étroite interaction entre les niveaux tactique et opérationnel, ce qui signifie, dans le cas présent, entre le CFACC et les unités de manœuvre qu'il soutient aux niveaux de la brigade et du bataillon.

Le colonel James Waring, qui a servi en tant qu'officier de liaison en chef du CFLCC

au CFACC en 2004, soulignait le besoin d'une intégration du CFACC avec l'unité de manœuvre, en disant que « nous avons appris que la vision d'ensemble du schéma tactique terrestre fournie par les échelons situés au-dessus du bataillon n'apporte pas une perception situationnelle suffisante au CFACC et à ses équipages »<sup>25</sup>. De plus, pour que le CFACC fournisse un soutien ISR utile dans le cadre des opérations de COIN, il doit non seulement avoir des liens avec l'unité de manœuvre, mais également avoir accès aux connaissances que l'unité terrestre possède au sujet de l'ennemi et de sa zone d'opération. L'AOC peut ensuite utiliser ces informations pour guider ses efforts de collecte d'ISR. Par exemple, le commandant de l'*U.S. Army*, Charles Baker, explique que « utiliser des [drones] pour trouver des explosifs ou des embuscades requiert d'avoir soit de la chance soit de bons renseignements pour diriger le drone, car la région est trop vaste pour maintenir une surveillance constante ».<sup>26</sup> En travaillant avec les unités terrestres pour disposer de leurs connaissances pertinentes concernant la zone d'opération et les actions de l'ennemi sur place, le CFACC peut utiliser ses actifs ISR d'une façon plus efficace pour accroître la probabilité de détecter les informations prioritaires nécessaires pour que l'unité de manœuvre mène ses opérations de COIN. Le CFACC doit donc comprendre comment utiliser l'ISR d'une façon appropriée pour trouver l'activité ennemie, rester relié à l'unité soutenue pour comprendre l'ennemi qu'il ou elle cherche à trouver, savoir transmettre le renseignement décisionnel en temps et en heure aux décideurs clés situés aux niveaux du bataillon et de la brigade, et rester très réactif pour fournir l'ISR destiné à soutenir les opérations résultantes.

## Le soutien apporté par le CFACC aux opérations de contre-insurrection à l'aide du renseignement, de la surveillance et de la reconnaissance

Malheureusement, l'approche actuelle du CFACC concernant le soutien ISR apporté à la COIN ne répond pas aux besoins de cette forme de guerre. Les processus ISR de l'AOC ont été développés de telle sorte à ce que les actifs ISR du CFACC puissent localiser les équipements ennemis et faire état des sites hostiles à l'AOC, afin que ce dernier puisse, en retour, diriger des actifs aériens pour détruire les menaces ennemies. Avec la nature des insurrections en Irak et en Afghanistan, les types de problèmes que posent les insurgés en matière de collecte, la variété des missions conduites par les forces de coalition, et le déroulement chronologique nécessaire à la planification des opérations, comment le CFACC peut-il soutenir la COIN avec son approche actuelle de l'ISR ?

Dans l'ensemble, les opérations de COIN actuelles utilisent encore les déroulements chronologiques et les processus employés au cours de la phase conventionnelle de *Iraqi Freedom*. Les déroulements chronologiques du CFACC pour les guerres conventionnelles nécessitent que les composantes soumettent leurs demandes d'ISR environ 48 heures avant l'exécution de l'ATO. Ce délai n'a pas changé pour la phase contre-insurrectionnelle de *Iraqi Freedom* ou de *Enduring Freedom*.<sup>27</sup> A Al-Udeid, le CAOC exige généralement que les JTF (le Corps multinational et la Force multinationale en Irak, et la Force opérationnelle interarmées multinationale 76) transmettent leurs besoins, aux responsables de la collecte du renseignement, 48 heures avant l'exécution de l'ATO.<sup>28</sup> Un simple calcul met en évidence le défaut de ce système. Par exemple, les commandants de l'Equipe de combat de la 2<sup>e</sup> brigade de la 4<sup>e</sup> division d'infanterie en Irak, ou de la Force opérationnelle "*Devil*" en Afghanistan, doivent générer leurs besoins en ISR au minimum 72 heures avant l'exécution

de l'ATO afin que la JTF ait le temps de les traiter et de les approuver avant de les envoyer au CAOC 48 heures avant l'exécution. Souvent, le bataillon subordonné doit soumettre ses besoins, au niveau de la brigade, 96 heures avant pour que la brigade ait le temps de prioriser ses propres demandes d'ISR et celles des bataillons subordonnés avant de les transmettre aux échelons supérieurs. Prédire ce que l'ennemi va faire, connaître la nature exacte de la mission amie à venir, et comprendre exactement comment l'ISR sera utilisé aussi longtemps à l'avance est très difficile sur un champ de bataille contre-insurrectionnel extrêmement dynamique. De plus, la lourdeur de ce processus décourage tout simplement de nombreuses unités à soumettre des besoins et donne l'impression, au niveau tactique, que les actifs du CFACC, tels que le Global Hawk ou l'U-2, ne sont pas disponibles pour les soutenir.<sup>29</sup> Le CFACC suit également les procédures conventionnelles pour déterminer les objectifs à imager. Par exemple, pour *Iraqi Freedom*, un responsable de la collecte du renseignement à l'AOC réunira toutes les demandes de ciblage ISR, les triera en fonction des priorités du théâtre, puis tracera une « ligne de séparation » au-dessus de laquelle les actifs imageront les objectifs. Cette ligne est basée sur un certain nombre de facteurs, mais dépend du nombre d'objectifs que les actifs ISR peuvent imager pour un ATO donné. Par exemple, les unités en Irak peuvent demander à ce que 900 objectifs soient imagés, mais le CFACC peut n'avoir qu'une capacité permettant d'imager 500 objectifs. Dans ce cas, les actifs ISR imageront les 500 premiers objectifs. Cette méthode de gestion de la collecte, connue comme étant une « distribution de clopinettes », divise l'ISR parmi un grand nombre de demandeurs en donnant à chacun d'eux une partie de la collecte demandée. Cette méthode a l'avantage de soutenir un nombre important de clients et d'imager un nombre assez important d'objectifs. Ce processus fonctionne bien dans un combat conventionnel, mais il est totalement inapproprié pour la COIN, pour laquelle il est souvent préférable de dédier un actif ISR à un problème spécifique, pendant une longue période

de temps, afin de mieux détecter l'activité. L'amiral Jacoby remarquait que « nous avons besoin d'être dans un environnement au sein duquel nous pouvons mener une surveillance persistante, ce qui signifie d'être capable de se concentrer sur le problème aussi longtemps qu'il le faut pour le comprendre ».<sup>30</sup>

L'approche actuelle du CFACC vis-à-vis de la persistance implique de réfléchir au problème en terme d'espace plutôt qu'en terme de temps. Le fait de parsemer l'ISR sur la totalité de l'Irak ou de l'Afghanistan au lieu de le focaliser sur un nombre limité de zones crée l'illusion de la persistance. Par exemple, les briefings quotidiens qui sont destinés aux commandants et qui concernent la mise à jour de l'ISR, montrent divers cercles colorés représentant un assortiment d'actifs de collecte couvrant la majeure partie du pays.<sup>31</sup> Cependant, dans le cadre d'une COIN, l'ISR doit souvent rester persistant sur un seul ensemble de problèmes, pendant une période de temps étendue, pour développer le tableau de renseignement et identifier du renseignement décisionnel. Par contre, il est clair qu'avec cette approche le CFACC ne peut imager qu'un petit nombre d'objectifs. Pour mesurer le succès, le test décisif n'est pas le nombre d'objectifs imagés, mais le réel renseignement tiré de ces missions et l'impact résultant sur les opérations amies.

L'AOC n'a pas réussi à changer les déroulements chronologiques de l'attribution des missions ni les procédures utilisées pour la table de collecte afin de répondre aux demandes en matière de COIN, mais il n'a pas non plus réussi à correctement faciliter l'intégration de l'ISR au sein des schémas de manœuvre de coalition. Comme nous l'avons vu précédemment, nombre d'opérations terrestres sont sensibles au facteur temps et sont basées sur le renseignement. Par exemple, si un HUMINT indique que des combattants Taliban passeront la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan dans les prochaines 24 heures, le commandant terrestre demandera un soutien ISR afin de chercher et localiser cette éventuelle activité. Le processus d'attribution des missions est tellement hiérarchique que la brigade responsable pourrait ne pas voir sa

demande de soutien ISR approuvée à temps pour soutenir la planification de ses opérations.<sup>32</sup>

De plus, aucun mécanisme formel n'existe pour lier les unités ISR aux unités terrestres soutenues. Comme cela a été mentionné précédemment par le colonel Waring, ce lien est nécessaire pour que l'unité terrestre puisse clairement dire à l'unité du CFACC – dans ce cas précis, l'unité en charge de la collecte – de quelle façon l'ennemi fonctionne dans sa zone d'opération, de quelle façon l'ISR peut détecter l'activité insurrectionnelle, et de quelle façon l'ISR peut s'intégrer aux opérations amies. Par exemple, un bataillon planifiant une mission de ratissage à venir pourrait demander de l'ISR pour rechercher des emplacements d'IED et d'embuscades. En reliant les deux parties (l'unité ISR aux unités terrestres directement), l'unité en charge de la collecte peut apprendre de la part du bataillon soutenu où les insurgés ont l'habitude de placer les IED (par ex. à proximité des coins de rues) dans leur AO, et, en retour, concentrer les modèles de recherche de l'unité ISR sur les zones les plus susceptibles de cacher des IED. Une nouvelle fois, du fait de la violence multiple et variée en Irak et en Afghanistan, chaque bataillon est le plus à même de savoir comment l'ennemi opère dans sa zone d'opération. Puisqu'une unité de collecte typique se verra chargée de survoler et de soutenir de multiples unités au cours d'une seule mission, elle doit être capable de programmer la collecte de telle sorte à compléter les données recueillies à temps pour soutenir les opérations amies. Une fois encore, l'unité de collecte doit rester en contact avec l'unité soutenue pour faciliter ce niveau d'intégration.

Il est de la responsabilité du CFACC de faire en sorte qu'une telle intégration ait lieu. En tant que fournisseur d'ISR, l'AOC doit répondre aux besoins du demandeur. Pour cela, l'AOC charge les unités ISR d'effectuer la collecte pour soutenir les unités de manœuvre. Malheureusement, le mécanisme d'attribution des missions est basé sur un modèle conventionnel qui part du principe que l'ISR supporte les commandants situés au niveau opérationnel et, de ce fait, aucun mécanisme n'existe pour fournir le niveau de granularité tactique nécessaire aux unités ISR pour exé-

cuter une collecte efficace permettant de soutenir les opérations de COIN.

## Recommandations

Puisque les processus conventionnels de gestion de la collecte aujourd'hui utilisés par l'AOC affectent sa capacité à optimiser le soutien ISR aux efforts de COIN en Afghanistan et en Irak, le CFACC doit réévaluer son approche vis-à-vis de cette forme de guerre non traditionnelle. Plus particulièrement, le CFACC devrait réduire les déroulements chronologiques appliqués aux demandes d'ISR, changer le processus d'attribution des missions, synchroniser la collecte d'ISR avec le schéma de manœuvre terrestre, et codifier les changements afin que l'AOC puisse utiliser l'ISR d'un bout à l'autre de l'éventail des opérations militaires.

Le changement du processus de demande et d'attribution des missions ISR sera l'amélioration la plus importante apportée au soutien ISR fourni par le CFACC à la COIN. Pour réduire les déroulements chronologiques associés aux demandes de soutien ISR, le CFACC peut adopter le même processus que celui utilisé pour les demandes de CAS, à travers lequel les unités terrestres soumettent des demandes d'appui aérien à l'AOC en moyenne 36 heures avant l'exécution de l'ATO.<sup>33</sup> C'est-à-dire que l'unité terrestre demande un CAS pour une mission spécifique, pendant un certain temps, et pour une zone générale. L'AOC classe les demandes par ordre de priorité et détermine quelles sont celles qu'il peut satisfaire. Cependant, l'unité terrestre décide de la façon d'utiliser cet actif CAS après avoir fait le point avec son client terrestre. L'utilisation de cette méthodologie pour la collecte permettrait non seulement de réduire les déroulements chronologiques appliqués aux demandes de collecte, mais également de charger les actifs ISR d'imager les objectifs les plus récents et importants du commandant terrestre et de positionner l'actif dans un rôle d'appui direct. Par exemple, un Global Hawk pourrait être chargé de soutenir une brigade pendant deux heures au cours d'une opération donnée. Avant le départ, l'équipe de l'aé-



ronef pourrait contacter l'unité terrestre soutenue et recevoir une mise à jour de son opération ainsi que des informations supplémentaires au sujet de l'ennemi. Avant de saisir l'AO de la brigade, le pilote du Global Hawk pourrait faire le point avec la brigade pour une mise à jour de la mission. L'unité soutenue pourrait ensuite choisir de bénéficier d'une collecte d'ISR sur les objectifs prévus, d'éliminer des objectifs inutiles, ou d'en ajouter de nouveaux à la suite de changements survenus dans les mouvements ennemis ou les opérations amies. Le fait d'appliquer à l'ISR la méthode de demande d'appui aérien appliquée pour le CAS n'empêche pas l'utilisation de tables de collecte. Les unités et les quartiers généraux opérationnels pourraient toujours soumettre des objectifs à l'AOC pour une collecte standard. L'AOC aurait simplement à déterminer le temps qu'une plateforme passerait à collecter les objectifs mentionnés dans la table par rapport à celui qu'elle passerait à fournir un appui direct aux unités terrestres. Cependant, en ajoutant la méthode de demande d'appui aérien et en permettant aux unités de soumettre leurs demandes d'appui direct 36 heures à l'avance, les unités terrestres pourraient continuellement mettre à jour les objectifs qu'elles souhaitent voir collecter. L'AOC pourrait ainsi s'assurer que les objectifs relatifs à la collecte du renseignement sont cohérents par rapport à la situation sur le champ de bataille au lieu de les déterminer 72 à 96 heures plus tôt.

Même si certains pourraient dire que le CFACC perdrait le contrôle de ses actifs de théâtre à travers l'utilisation de la méthode de demande d'appui aérien, l'alternative est de les disperser par petits bouts sur de larges zones pour imager des objectifs potentiellement inutiles de telle sorte à couvrir le plus grand nombre d'objectifs possibles de la table de collecte. Les guerres conventionnelles exigent souvent d'imager un grand nombre d'objectifs, mais faire cela réduirait l'efficacité de l'ISR à vocation contre-insurrectionnelle. Plus important, l'AOC conserverait la direction de l'actif dans le processus d'attribution des missions en déterminant à quelles unités, et pour quelle durée, l'assigner. De plus,

l'AOC garderait une autorité détournée sur l'actif de collecte en conservant la possibilité d'affecter la plateforme à des opérations plus prioritaires au cours de l'exécution, lorsque cela s'avèrerait nécessaire. Finalement, cette méthode de demande d'appui aérien accroîtrait largement la flexibilité et la pertinence de l'ISR du CFACC en fournissant un appui actuel et direct aux opérations de COIN.

Le CFACC peut également améliorer le soutien ISR apporté à la COIN et optimiser la collecte en facilitant l'intégration des unités ISR au schéma de manœuvre terrestre avant et pendant l'exécution de la mission. Actuellement, le CFACC utilise le document annexe pour la reconnaissance, la surveillance, et l'acquisition d'objectif, produit pour chaque ATO, afin de transmettre la stratégie de collecte aux unités ISR. Malheureusement, ce document a évolué en un document générique, de haut niveau, communiquant très peu d'informations pertinentes au niveau tactique. Nous devrions modifier l'annexe pour fournir aux unités ISR les orientations contextuelles de leur mission. Le document relierait les unités de collecte avec les unités terrestres qu'elles soutiennent de telle sorte à fournir des informations de contact et autant d'informations ennemies et amies que possible. Cela permettrait d'intégrer la collecte du CFACC aux opérations terrestres et de la faire passer d'un modèle centré sur l'objectif à un modèle axé sur la mission.

Pour finir, les changements apportés aux procédures ISR de l'AOC et reflétant les besoins contre-insurrectionnels devraient être codifiés dans la doctrine interarmées et dans les documents traitant des tactiques, techniques et procédures de l'*U.S. Air Force* afin de permettre aux commandants opérationnels de demander et d'utiliser l'ISR en fonction du type de guerre dans laquelle ils sont engagés. La documentation de l'AOC interarmées et de l'*U.S. Air Force* se focalise uniquement sur les guerres majeures de théâtre.<sup>34</sup> En apportant des méthodologies conventionnelles et contre-insurrectionnelles à l'ISR opérationnel, le CFACC pourra soutenir des opérations d'un bout à l'autre du spectre de la guerre.

## Conclusion

Le succès des COIN en Irak et en Afghanistan est essentiel à la sécurisation de notre défense nationale. La synchronisation et l'optimisation de toutes les ressources des Etats-Unis engagées dans les opérations *Iraqi Freedom* et *Enduring Freedom* sont essentielles à l'obtention de la victoire. Le CFACC doit également optimiser l'efficacité de l'ISR fourni aux forces américaines alors que ces troupes poursuivent leurs objectifs dans l'arène sécuritaire de ces opérations de COIN.

Malheureusement, la composante aérienne est mal équipée pour faire face aux défis que la COIN pose en matière d'ISR car elle continue à adhérer à son héritage de guerre majeure, qui se caractérise par la détection et la destruction de cibles conventionnelles, un long processus de planification, et un soutien aux commandants situés au niveau opérationnel. Cependant, dans le cadre de *Iraqi Freedom* et de *Enduring Freedom* les COIN sont centrées autour des commandants des échelons inférieurs qui sont confrontés à une multitude de groupes insurgés différents combattant avec des moyens asymétriques, ce qui diffère beaucoup de la guerre conventionnelle. Les commandants terrestres américains ont donc besoin que le CFACC leur apporte un soutien ISR flexible, et tenant

compte du facteur temps, afin de les aider à combattre un ennemi non conventionnel. Le système actuel du CFACC en matière de gestion de la collecte ne répond pas aux besoins contre-insurrectionnels des commandants terrestres, mais en réduisant les déroulements chronologiques des demandes, en ajustant le processus d'attribution des missions ISR pour se rapprocher du processus de demande de CAS, en synchronisant la collecte avec les opérations terrestres, et en codifiant ces changements dans la doctrine interarmées, l'utilité du système devrait être fortement accrue.

En revoyant l'approche de l'ISR à vocation contre-insurrectionnelle, le CFACC accroîtra la valeur du renseignement fourni aux commandants terrestres et jouera un rôle important en assistant les composantes de la JTF, des forces terrestres, et des forces spéciales à l'établissement de la sécurité en Irak et en Afghanistan. De plus, le développement d'une méthodologie pour l'ISR à vocation contre-insurrectionnelle fourni par le CFACC sera non seulement bénéfique pour les opérations actuelles en Irak et en Afghanistan, mais servira également la force interarmées dans l'éventail des opérations militaires qu'elle mène dans le cadre de la longue guerre et au-delà. □

### Notes

1. Général de corps d'armée Thomas F. Metz, colonel William J. Tait Jr., et commandant J. Michael McNealy, "OIF II: Intelligence Leads Successful Counterinsurgency Operations," Military Intelligence Professional Bulletin 31, n°3 (Juillet-Septembre 2005) : 10, <http://www.universityofmilitaryintelligence.us/mipb/article.asp?articleID=172&issueID=12> (accédé le 26 février 2007).

2. Ibid.

3. Commandant Dan Zeytoonian et al., "Intelligent Design: COIN Operations and Intelligence Collection and Analysis," Military Review (Revue militaire) 86, n°5 (Septembre-Octobre 2006) : 33, <http://usacac.leavenworth.army.mil/CAC/milreview/English/SepOct06/Zeytoonian.pdf> (accédé le 26 février 2007).

4. Dans la zone de responsabilité du Commandement central américain, le CFACC planifie et conduit des opérations au *Combined Air Operations Center* – CAOC sur la base aérienne d'Al Udeid, Qatar. A Al Udeid, le CAOC soutient simultanément les opérations *Iraqi Freedom*, *Enduring Freedom*, et la Force opérationnelle interarmées de la Corne de l'Afrique.

5. Briefing PowerPoint, Colonel Teresa Fitzpatrick, 480<sup>e</sup> escadre de renseignement, base aérienne de Langley,

Virgine, sujet : Contrôle centralisé, exécution décentralisée de l'ISR aéroporté, 1er juin 2006.

6. Voir *Air Force Tactics, Techniques, and Procedures*–AFTTP) 3-3.60, "Operational Employment: Air and Space Operations Center." « L'AOC est le centre de commandement et contrôle (C2), au niveau opérationnel, qui fournit au JFACC la capacité de diriger et de superviser les activités des forces affectées et détachées, et de suivre les actions des forces ennemies et amies... Selon qu'il se situe dans un environnement interarmées ou multinational, l'AOC sera désigné soit comme *Joint Air Operations Center* – JAOC, soit comme *Combined Air Operations Center* – CAOC et piloté en conséquences ». Ibid.

7. Dans cette section, les informations concernant l'AOC sont basées sur les nombreuses années de service de l'auteur au sein de l'AOC, dans le Pacifique, en Europe, et au Moyen-Orient. L'auteur a occupé divers postes au sein de l'AOC, dans les divisions *Strategy*, *Combat Plans*, et *ISR*, ainsi qu'en tant que *Special Operations Liaison* élément.

8. Metz, Tait, et McNealy, «OIF II,» 10.

9. AFTTP 3-3.60, "Operational Employment," 1.4-1.5.

10. Pour déterminer quelle étape du processus d'attribution des tâches générerait les besoins, l'auteur a

interviewé de nombreux personnels de la JTF, de l'U.S. Army, et des opérations spéciales en Irak et en Afghanistan (responsables de la collecte du renseignement et analystes affectés dans des unités situées aux niveaux tactique et opérationnel) au cours de déplacements là-bas, sur des zones de guerre, en 2004 et en 2005.

11. Eliot Cohen et al., "Principles, Imperatives, and Paradoxes of Counterinsurgency," *Military Review* 86, n°2 (Mars-Avril 2006) : 52, <http://usacac.leavenworth.army.mil/CAC/milreview/English/MarApr06/Cohen.pdf>.

12. Metz, Tait, et McNealy, «OIF II,» 10.

13. Cohen et al., "Principles, Imperatives, and Paradoxes" 49.

14. Colonel Kirk Mardis, responsable en chef de la collecte, Force multinationale en Irak, Bagdad, Irak, Juillet 2005-Juillet 2006, discussion avec l'auteur, décembre 2005. Un responsable de la collecte, potentiellement situé à chaque niveau, de la tactique à la stratégie, est responsable de déterminer quels sont les problèmes de renseignement auxquels les commandants souhaitent avoir une réponse, puis de choisir l'actif de collecte approprié – HUMINT, renseignements provenant des signaux, renseignements provenant de l'imagerie, et ainsi de suite – pour répondre à ce besoin.

15. Metz, Tait, et McNealy, «OIF II,» 12; et Cohen et al., "Principles, Imperatives, and Paradoxes" 52.

16. Une table de collecte est une liste des cibles ISR compilée par le responsable de la collecte.

17. Lieutenant Justin Mahoney, responsable de la collecte, CAOC de l'USCENTCOM, base aérienne d'Al Udeid, Qatar, Septembre 2006-Janvier 2007, interview par l'auteur, 17 avril 2007. En se basant sur son expérience en tant que responsable de la collecte au sein du CAOC à Al Udeid, qui soutient simultanément les opérations menées dans le cadre de *Iraqi Freedom*, de *Enduring Freedom*, et la JTF de la Corne de l'Afrique, le lieutenant Mahoney estimait que 80 à 85 pour cent des demandes de collecte dans le cadre de *Iraqi Freedom* étaient générées au niveau du bataillon/brigade, et qu'environ 100 pour cent des demandes de collecte dans le cadre de *Enduring Freedom* étaient générées par ce même niveau.

18. Ibid.

19. Lieutenant colonel Ahmed Hashim, 3<sup>e</sup> régiment de Cavalerie blindée, Tal Afar, Irak, interview par l'auteur, 16 avril 2007.

20. Metz, Tait, et McNealy, «OIF II» 13.

21. Ibid., 11.

22. Zeytoonian et al., "Intelligent Design" 34.

23. Metz, Tait, et McNealy, "OIF II" 11. Le terme ascendant fait référence à l'idée que, en matière de COIN, le renseignement décisionnel est souvent collecté au niveau le plus bas (p.ex. la compagnie) plutôt qu'au niveau du corps.

24. Vice amiral Lowell E. Jacoby, "Intelligence Collection, Handling and Analysis Undergo Fundamental Change," (discours, Conférence sur la guerre interarmées, Arlington, Virginie, 25-26 octobre 2006).

25. Colonel James M. Waring, lieutenant colonel Carl L. Giles, et CW3 (Adjudant chef) John A. Robinson, "The 19th BCD in Counterinsurgency Operations," *Field Artillery (Artillerie de terrain)*, Juillet-Août 2005, 17, [http://sill-www.army.mil/FAMAG/2005/JUL\\_AUG\\_2005/JUL\\_AUG\\_2005\\_FULL\\_EDITION.pdf](http://sill-www.army.mil/FAMAG/2005/JUL_AUG_2005/JUL_AUG_2005_FULL_EDITION.pdf).

26. Cité dans Robert Wall, "Finding the Needle: Pentagon Intelligence Agency Expands Fleet of Unmanned Aircraft," *Aviation Week and Space Technology* 159, n°25 (22 décembre 2003) : 28.

27. Mahoney, interview. Les procédures du CAOC exigent toujours que les unités soumettent leurs besoins en imagerie 48 heures avant le déclenchement de l'ATO. Cependant, pour les actifs équipés de vidéo plein écran comme le Predator, les unités terrestres peuvent changer leurs demandes jusqu'à 12 heures avant l'exécution de l'ATO, à condition que le changement de mission n'affecte pas le timing de l'aéronef ou de l'équipage, ou le déroulement global de la mission.

28. Ibid.

29. Colonel Kirk Mardis, conversation téléphonique avec l'auteur, 12 avril 2007.

30. Jacoby, discours.

31. Dans cette section, les informations concernant la persistance et l'approche de l'AOC vis-à-vis de ce besoin sont basées sur les nombreuses années de service de l'auteur au sein de l'AOC, dans le Pacifique, en Europe, et au Moyen-Orient. L'auteur a occupé divers postes au sein de l'AOC, dans les divisions Strategy, Combat Plans, et ISR, ainsi qu'en tant que Special Operations Liaison element, et a assisté à des dizaines de briefings de mise à jour quotidiens, destinés au directeur du CAOC, qui abordaient notamment la stratégie ISR quotidienne.

32. Les unités peuvent soumettre une demande ad hoc au CAOC via la JTF pour les besoins de collecte sensibles au facteur temps et non planifiés. Le CAOC acceptera certaines de ces demandes, mais il est réticent à le faire trop souvent à moins que la priorité soit extrêmement élevée. Charger un actif ISR aéroporté de répondre à un besoin ad hoc signifie généralement qu'il ne pourra pas collecter tous les besoins attribués avant le décollage. Le CAOC doit donc peser la valeur des tâches ad hoc et pré-planifiées. En fin de compte, le CAOC souhaite dissuader les unités de trop utiliser la méthode ad hoc pour l'attribution des missions.

33. Commandant John Vincent, chef, Cellule de nuit du Plan principal d'attaque aérienne du CAOC de l'USCENTCOM, base aérienne d'Al Udeid, Qatar, novembre 2007, conversation téléphonique avec l'auteur, 14 novembre 2007; et Publication interarmées 3-30, Command and Control for Joint Air Operations, 5 juin 2003, GL-3, [http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new\\_pubs/jp3\\_30.pdf](http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new_pubs/jp3_30.pdf).

34. Amy Ryder, à l'auteur, e-mail, 12 avril 2007. Mme Ryder est un consultant travaillant sur le développement de la formation et de la documentation concernant les tactiques, techniques et procédures du CAOC.

#### Lt Col Michael L. Downs

Officier de renseignement professionnel, il a occupé des postes aux niveaux de l'unité, du centre des opérations aériennes et spatiales, du commandement général, de l'état-major aérien, et du bureau du secrétaire à la Défense.

Visitez notre site web

[http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj\\_f/Index\\_F.asp](http://www.au.af.mil/au/afri/aspj/apjinternational/aspj_f/Index_F.asp)